



REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
MINISTRE DU BUDGET
DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE



Programme d'Investissements Publics



DECEMBRE 2023

NOTE POUR LA LOI DE REGLEMENT 2023

Cette note présente les réalisations arrêtées dans le cadre du Programme d'investissements publics(PIP) **pour les prêts et dons directs**, aux termes de l'exercice 2023.

La répartition sectorielle des tirages réalisés en 2023 montre la prépondérance des investissements des secteurs Eau / Energie et Routes et Equipements publics qui mobilisent à eux seuls 30% des décaissements. Tandis que les 70 autres pour cent regroupent l'ensemble des autres secteurs à savoir, l'agriculture, l'élevage et la pêche ; l'urbanisme et logements ; les affaires sociales ; la santé, l'éducation ; l'appui à la gestion de l'économie et l'environnement. Cette répartition fait apparaître une nette progression des secteurs secondaires et services sociaux de bases. Cette répartition reflète ainsi les priorités du cadre de référence stratégique du pays, avec notamment le développement des secteurs prioritaires tels que l'eau/l'énergie, les infrastructures (routes et équipements publics), les services sociaux et l'appui à la bonne gouvernance à travers le soutien au renforcement institutionnel.

Il convient toutefois de souligner que ces données ne sont pas exhaustives et que certains projets ne respectent pas le principe de double signature.

1) LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2023

Le Programme d'Investissement Public (PIP) pour la période 2023 se veut la traduction en projets et programmes des orientations définies dans le cadre de référence pour la croissance et la réduction de la pauvreté (vision 2035) dont l'Objectif principal est la diversification de l'économie du pays et la création d'emplois avec un nouveau modèle de croissance visant à exploiter les opportunités existantes dans les différents secteurs, notamment la pêche, l'agriculture, le tourisme, la logistique, les technologies d'informations (TIC), les services financiers et également l'industrie manufacturière dont le développement serait favorisé par les investissements nécessaires à la mobilisation de l'eau et les énergies renouvelables.

Le PIP constitue le portefeuille de projets et programmes que le secteur public (au sens large) entend mettre en œuvre à moyen terme.

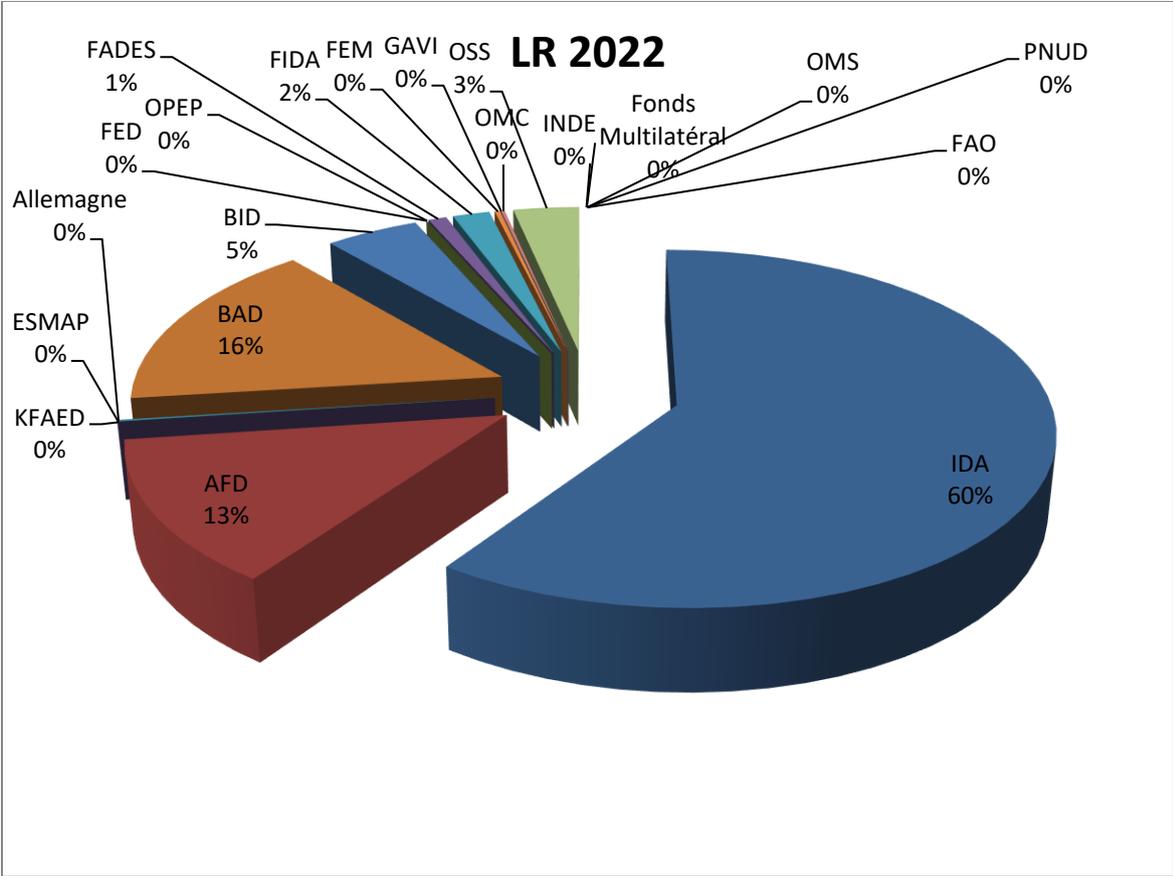
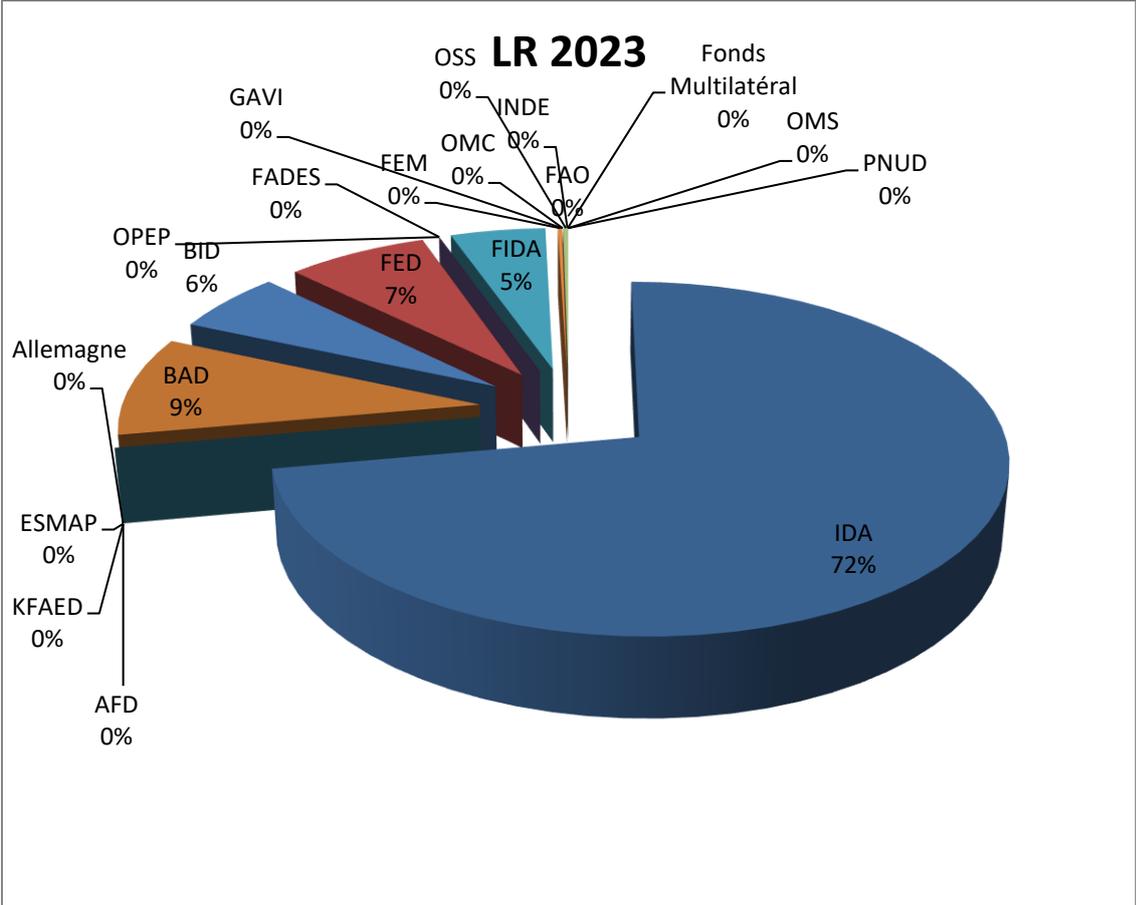
La Loi de Règlement 2023 fait état d'une mobilisation de fonds de 18.4 Milliards DJF sur **les prêts et dons directs** du PIP, soit 103.7 millions de dollars US environ.

II) VOLUME ANNUEL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Aux termes de l'année 2023, les décaissements sur financements extérieurs se chiffrent à 18 444 Millions de francs, prêts directs et dons confondus. Soit une hausse conséquente de l'ordre de **5 505** Millions FDJ et 30% en termes de pourcentage par rapport à l'année 2022.

Cette hausse du taux d'absorption s'explique principalement par la hausse de tirages et de manière significatives à l'approche de la date de clôture de certains projets de l'IDA et des projets en cours d'exécution de la Banque Mondiale. Il s'agit des projets d'exploration géothermique dans la région du Lac Assal, du programme de réponse aux urgences acridiennes, du projet PROGRES et du centre d'oncologie réaffecté au COVID 19. Par ailleurs, les nouveaux projets ou programmes en cours d'exécution et qui ont procédé à des tirages conséquent sont les suivants : Le Projet de réduction des risques d'inclusion et valorisation des économies pastorales de la corne de l'Afrique, le projet de réponse d'urgence à la crise alimentaire à Djibouti, le projet d'électrification durable, le projet de la seconde d'interconnexion électrique, le projet de construction des logements abordables, le projet de construction de la voie djibouti Addis Abéba et le programme zéro retard de croissance.

A ce titre, il convient de signaler l'absence de communication par les agences du système de Nations Unis des décaissements réalisés au titre des projets financés cette année ainsi que les projections de 2023.



En millions FD	LR 2022	LR 2023	ECART
IDA	7 729	12 654	-4 925
AFD	1697	907	790
KFAED	0	0	0
ESMAP	0	0	0
Allemagne	20	0	20
BAD	2037	1650	387
BID	609	1014	-405
FED	0	1278	-1 278
OPEP	0	0	0
FADES	119	0	119
FIDA	242	858	-616
FEM	34	38	-4
GAVI	0	0	0
OMC	24	0	24
OSS	428	45	383
INDE	0	0	0
Fonds Multilatéral	0	0	0
OMS	0	0	0
PNUD	0	0	0
FAO	0	0	0
TOTAL	12 939	18 444	-5 505

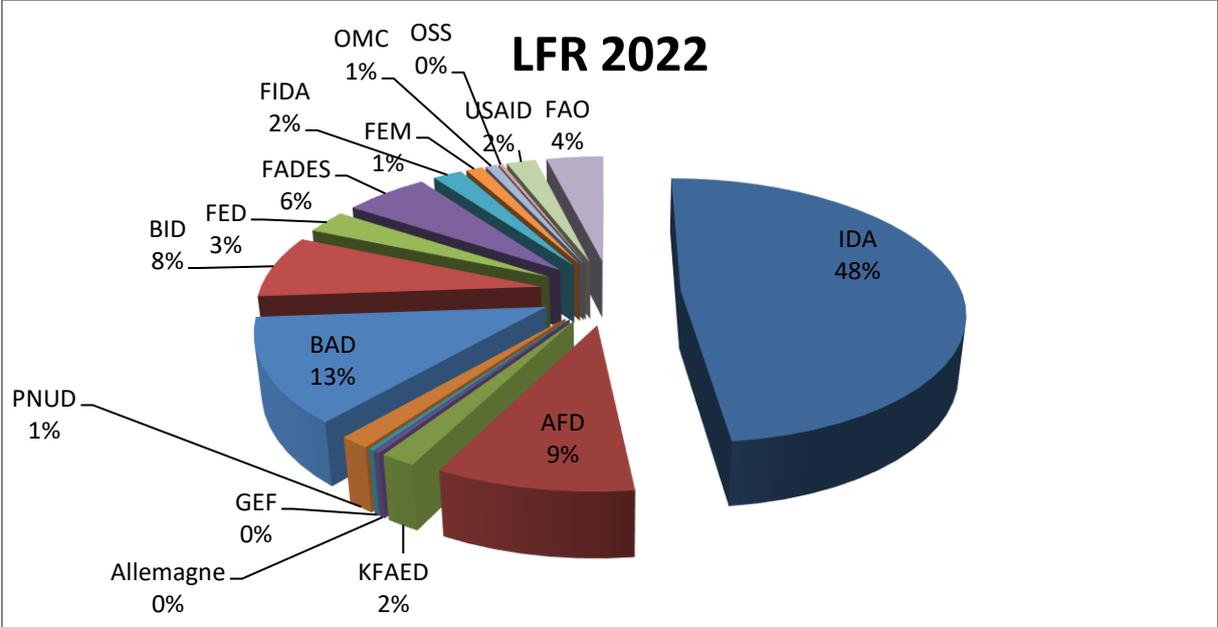
III) DECAISSEMENTS DES BALLEURS MULTILATERAUX ET BILATERAUX

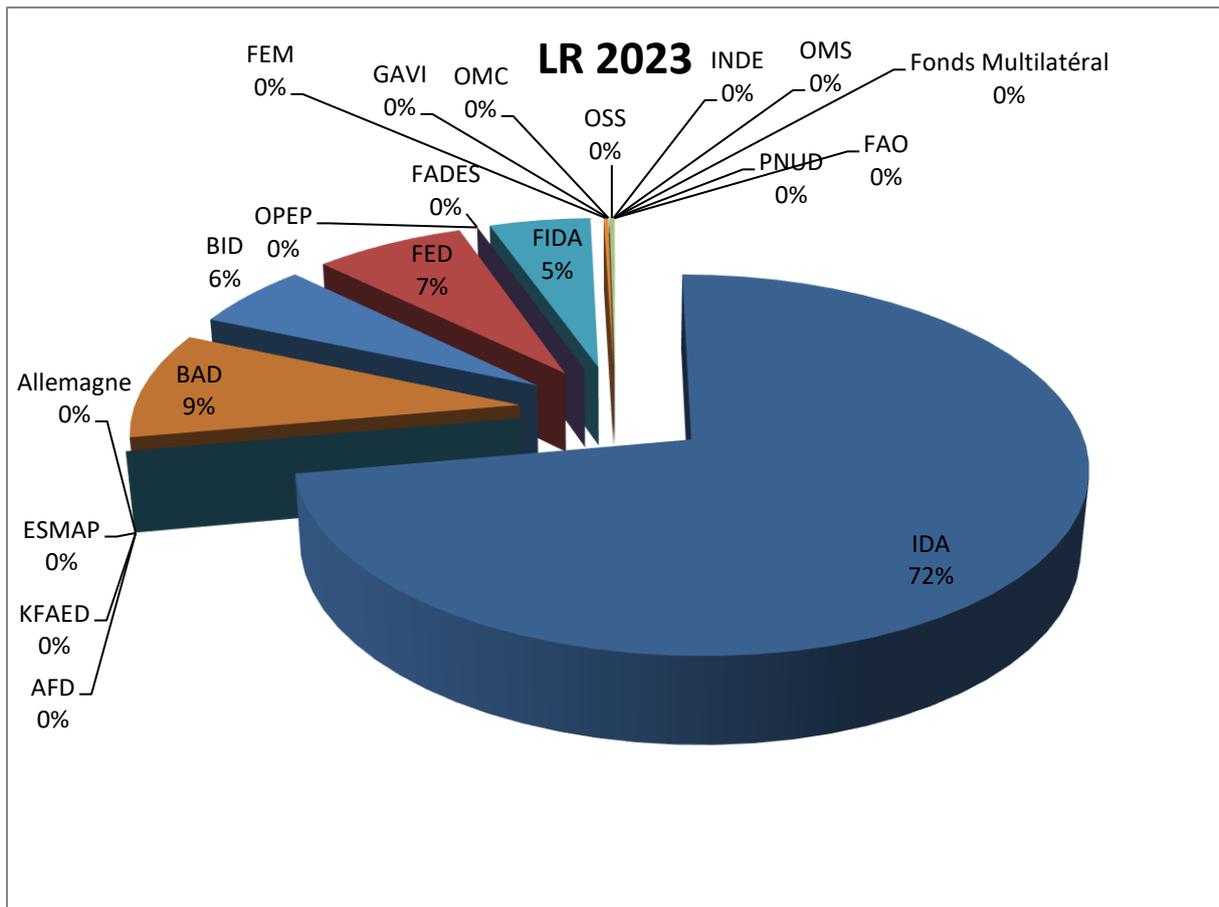
Les décaissements sur les financements des bailleurs multilatéraux (dons et prêts directs) dans le cadre du programme d'investissements publics s'élèvent à 18.4 Milliards FD pour l'année 2023, et représentent 86% du total des projections.

Pour les bailleurs multilatéraux et Bilatéraux, l'analyse comparative des réalisations à fin 2023 par rapport aux projections de la LFR 2023, fait apparaître un

écart positif de 1 099 Millions FD sur les prêts directs et un écart négatif de 2 709 millions de nos francs en dons, soit une hausse de 9% en prêts directs et -30% respectivement. Cette importante baisse sur les dons s'explique comme évoqué plus haut, par l'absence signaler l'absence de communication par les agences du système de Nations Unis des décaissements réalisés au titre des projets financés cette année ainsi que les projections de 2023.

Pour la BID, l'IDA, le FIDA, la BAD et le FADES, les prévisions ont dépassé d'un iota les tirages effectuées dans la LR 2023 et ce, suite à une non communication des données du système des nations unies et de l'AFD dans les projets sociaux relevant des secteurs de l'environnement, de la santé, et de l'agriculture. En somme la différence entre les prévisions et les tirages est de 1.5%. Quant au secteur route et Equipements publics, eau et Energie, les tirages effectués sur ces secteurs sont d'une extrême faiblesse étant donné que leurs parts de l'investissement dépassent largement l'ensemble des autres secteurs.





IV) L'Aide Publique au Développement par secteurs

Pour l'année 2023, hormis les sous-secteurs "Affaires sociales, Education et urbanisme et logement" où l'on relève une hausse de tirages dans les deux premiers secteur susmentionnés et le troisième secteur qui pointe à 9 longueur, **par rapport aux prévisions dans le cadre de la LFR**, le reste des secteurs connaissent une baisse des mobilisations au titre de leurs projets. Les sous-secteurs "eau et énergie", "routes et équipements publics" enregistrent une baisse significative **de tirages** liée comme expliqué plus haut par la maturation de certains projets du portefeuille de la dette. Cette baisse s'explique également par des faibles tirages effectués sur les nouveaux projets, tels que l'interconnexion électrique, le projet de résorption des bidonvilles, le projet de renforcement du système de santé à Djibouti, le projet de développement des compétence pour l'emploi à Djibouti, le projet de réduction des risques d'inclusion et de valorisation des économies pastorales dans la corne de l'Afrique et le corridor financés respectivement par la Banque mondiale.

La répartition des projections par secteurs dénote ainsi la prépondérance des investissements des secteurs sociaux de base qui mobilisent à eux seuls 92% des tirages par rapport aux projections sur ce secteur et ce, conformément à la stratégie de développement du pays.

Le secteur des infrastructures concentre à lui seul une enveloppe financière conséquente équivalente à 38 Milliards FD, mobilisée sur la période 2020-2025 sur des projets de grandes envergures, tel que les projets de construction des corridors et de l'interconnexion financés respectivement par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.

Les secteurs sociaux et gouvernance représentent 10 Milliards FD de tirages contre 10.8 Milliards FD de projections pour l'année 2023. Nous constatons ainsi une baisse de tirages de l'ordre de 7.7% en termes de pourcentages par rapport par rapport aux projections.

Le secteur "eau et énergie" regroupe pour sa part les investissements réalisés ces dernières années pour assurer l'approvisionnement en eau potable, l'accès à tous à des services énergétiques, le développement des énergies renouvelables, telles que la géothermie et ce, conformément aux objectifs de la vision 2035.

SECTEURS/SOUS-SECTEURS	LFR 2023	LR 2023	% Variation
SECTEURS PRODUCTIFS	5 291	4 712	-10,94%
Agriculture, Elevage et Pêche	4 010	2 489	-37,93%
Environnement	481	38	-92,10%
Eau / Assainissement	800	2 185	-63,39%
SECTEURS DES INFRASTRUCTURES	5 209	3 730	-28,39%
Infrastructures routières	1 071	586	-45,28%
Energie /Télécommunication	2 693	1 179	-56,22%
Urbanisme et logement	1 445	1 965	35,99%
SECTEURS SOCIAUX ET GOUVERNANCE	10 847	10 002	-7,79%
Affaires Sociales	3 273	4 620	41,15%
Education	1 947	2 136	9,71%
Santé	3 320	1 910	-42,47%
Développement Institutionnel	2 297	1 336	-41,84%
TOTAL en millions FD	21 347	18 444	13,60%